Première Année — N° 2 LE NUMÉRO 10 CENTIMES Du 1er au 14 Juin 1884

L'AFFAMÉ

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE PARAISSANT TOUS LES QUINZE JOURS

Abonnement pour la France
Un an..... 6 fr. — Six mois..... 3 fr.
Trois mois..... 1 fr. 50

Adresser toutes Correspondances à l'Administrateur
Rue Fongate, 24, au 3me
MARSEILLE

Abonnement pour l'Étranger
Un an..... Fr. 7,50 — Six mois..... Fr. 3,75
Trois mois..... 2 fr.

AVIS

Si ce numéro ne nous est pas renvoyé, nous considèrerons les personnes qui l'ont reçu comme étant abonnées et, dans la huitaine, nous ferons encaisser par la poste un abonnement de six mois.

Nous prions celles qui sont dans des localités éloignées de nous en faire parvenir le montant, à seule fin d'éviter les frais d'encaissement.

—

Nos dépositaires nous obligeraient en nous retournant les invendus et en nous faisant connaître le nombre qu'il leur en faut pour la vente.

CONTINUEZ

Les dirigeants, par ordre donné à leurs comédiens de cours d'assises, ont fait condamner le compagnon Bardin, gérant de l'*Alarme*, à 2 ans de prison, 3,000 francs d'amende pour avoir osé s'attaquer aux principes de la propriété, de la famille [illegible] que la justice bourgeoise doit punir.

Allez, Messieurs les Ferry et consorts, continuez, si l'idée d'enrayer le mouvement révolutionnaire a germé dans vos étroites cervelles, en condamnant les vaillants qui combattent, vous vous trompez; le nain ne dompte pas le géant, il l'agace quelquefois, mais c'est tout. Profitez encore des quelques moments de puissance qui vous restent; condamnez les anarchistes et vous leur créerez des nouveaux partisans, car plus une idée est persécutée, plus elle devient forte, plus elle fait des adeptes.

Chaque anarchiste que vous condamnez est un pas de plus que vous faites faire à la Révolution; aussi nous vous disons continuez, mais gare au règlement des comptes.

AUX AGENOUILLÉS

de la GAZETTE DU MIDI

Nous ne lisons jamais, présents ou absents de Marseille, le journal commandité par le sieur Dubreuil, dit marquis de Rays et autres bonshommes du même acabit.

Toutes les fois, que certaines personnes charitables, sont venues nous signaler des articles sortant de cette officine, nous avons constaté que la délation y remplaçait la saine et loyale discussion.

La feuille de police et de sacristie qui s'imprime rue Sainte, a raison de nous signaler aux rigueurs du Parquet pour délit d'opinion, car si, dans notre parti, nous sommes des AFFAMÉS de justice et d'égalité sociale, aucun de nous ne va échouer sur les bancs de la cour d'assises, pour la création de ces entreprises homicides qui ont nom la *Nouvelle France, colonie libre du Port-Breton*.

Ces communiards, nous le savons par expérience, n'ont rien de la dignité de l'homme; aussi, laisserons-nous — *quant à présent* — ces irresponsables, déverser sans danger leur fiel et leur bave, sur tous les hommes dont le seul crime, à leurs yeux de *chouette*, est d'aimer la lumière et la liberté.

Malgré toutes les perfidies, d'où qu'elles viennent, nous n'en continuerons pas moins sans trêve, ni relâche, notre guerre implacable « aux riches et aux bourgeois. »

L'AFFAMÉ.

LA SEMAINE SANGLANTE

(Suite et Fin.)

Mais retournons à notre sujet. S'il est bien vrai que le massacre était habilement préparé et que le prolétariat ferait bien de s'en souvenir et de garder la haine de cette bourgeoisie ensanglantée qui est toute décidée à recommencer à l'occasion, il n'est pas moins vrai qu'une large part de la responsabilité retombe sur la masse elle-même et qu'on ne peut pas lui répéter assez souvent les fautes commises, si l'on tient véritablement à son affranchissement. Le peuple, une fois l'autonomie de la ville déclarée, au lieu de se rassembler avec le bulletin de vote pour établir ce gouvernement local qu'on appelle [illegible] prédestiné à l'impuissance à cause de son hétérogénéité, étant sorti d'élections directes; car c'est justement ce manque d'homogénité qui le rendait doublement incapable de faire quelque chose de raisonnable — le peuple, disons-nous, aurait dû prendre lui-même, sur le champ, toutes les mesures nécessaires pour introduire les réformes qu'il jugeait urgentes.

Il y avait l'expérience de trois révolutions. D'abord la grande Révolution de 89. Ah! comme alors les vieux priviléges tombèrent et avec eux les têtes des privilégiés obstinés, comme les châteaux des seigneurs féodaux flambèrent, incendiés par les serfs révoltés qui déclarèrent les terres de leurs maîtres féodaux — mondains et cléricaux — propriété nationale. Le malheur est en ce que cette même propriété nationale a pu être revendu aux individus au lieu d'être déclarée indivisible! Comme ces « grands hommes » de la Révolution, dont les historiens de toute nuance ont fait depuis des demi-dieux, s'accommodèrent vite aux vœux et aux exigeances du peuple dans le commencement de la Révolution! Pourquoi tout cela?

C'est parce que celui-ci agissait lui-même; il n'attendait point qu'il plût à messieurs ses représentants de faire certaines lois; il prit toutes les mesures nécessaires pour agir comme il voulait et les « législateurs révolutionnaires », pour sauvegarder leur popularité, s'empressaient de consacrer par la *Loi* ce que le peuple avait décidé et fait. Et ce n'est que peu à peu qu'on a réussi d'inculquer à ce dernier l'idée fixe que c'est eux, les législateurs, qui ont accomplis la Révolution et que lui-même n'a eu qu'à se réjouir des fruits de leurs travaux.

Voilà le secret et pourquoi la grande Révolution a réussi, voilà aussi la cause, qui a fait tourner les suivantes au désavantage du peuple, pourquoi la chute de la Commune devenait inévitable et pourquoi nous sommes toujours sous le coup d'une réaction monarchique possible. Le peuple, au lieu de rester sous les armes, de faire la besogne lui-même, installa son « gouvernement représentatif » et attendait de lui, comme autrefois du « bon Dieu », que toute chose nécessaire se fasse.

C'est cette faute impardonnable du peuple qui est la cause que nous avons à plaindre les 35,000 victimes de la Commune et il faudra une action longue et dévouée de sa part pour racheter cette faute.

Mais, demandera-t-on, que devait-il faire, ce peuple avide de liberté et qui a bien prouvé qu'il était prêt à sacrifier sa vie pour la conquérir.

Nous répondrons : Il aurait fallu s'emparer de toute la richesse, c'est-à-dire de tout ce qui sert à la production des choses nécessaires à l'entretien des hommes, et la déclarer propriété sociale. Il aurait fallu dès le premier jour organiser la production et la consommation sociale. Cette œuvre accomplie, aucune réaction n'aurait été assez forte pour refaire ce que la Commune aurait détruit, la réaction elle-même serait devenue impossible.

Hélas! objecte-t-on, que voulez-vous que ce peuple fasse, puisqu'il ne sait pas lui-même ce qu'il veut; il ne connaît pas les causes de ses maux; il ne peut donc employer les remèdes nécessaires?

Cela est malheureusement trop vrai; la grande masse ne montre aucun entendement pour les questions qui la touchent de plus près. Mais c'est la cause originele de toutes nos rechutes dans l'ancienne misère après les révolutions victorieuses. Et c'est grâce à son indolence coupable que le peuple est toujours oppressé.

Comment, en 1871 le peuple ne savait [illegible] et po[illegible] les socialistes avaient été discutées, [illegible] pour ces idées avaient formé l'*Association Internationale des Travailleurs*; le nom de cette organisation retentissait dans le monde entier, faisant trembler despotes et exploiteurs, parce que ceux-ci avaient parfaitement bien compris ce que c'était l'Internationale ouvrière, à qui incombait la destinée de renverser l'ordre actuel et d'abolir à tout jamais l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est que la bourgeoisie, et en conséquence les gouvernements, sans exception, sont beaucoup plus soucieux de soutenir l'état de chose actuel que les exploités de l'anéantir.

On dirait presque que les prolétaires se plaisent dans leur misère, à en juger par leur insouciance, leur inactivité, vu même très souvent leur hostilité vis-à-vis de ceux qui s'efforcent de réveiller en eux les sentiments humains.

Comme les procès de l'Internationale sous l'Empire — qui, nécessairement finit par des condamnations — n'ont pas poussé le peuple de s'occuper pourquoi ces gens-là ont été condamnés, ainsi les procès des anarchistes sous la troisième République malgré leurs condamnations infâmes — nous avons fait des progrès depuis 1868, évidemment — n'ont point encore réussi de rappeler au sentiment de dignité cette masse apathique qui ne cesse pourtant point de se plaindre de sa situation exécrable et de maudire ceux qui en sont les auteurs.

Oui, il est assez facile de rejeter sur d'autres les fautes, de les accuser de nos malheurs. Mais, sache-le, ô grand indolent qui a nom : peuple, plus que tout autre c'est toi qui mérite le châtiment pour les tristes événements, où nos ennemis n'ont pas seulement « puni » ce qu'on avait fait, mais encore et *surtout* ce qu'on aurait *dû faire* et que malheureusement ton indolence n'a pas permis d'accomplir.

Et les complices de ce massacre inoubliable c'est encore vous tous, prolétaires de la France et du Monde entier, vous, qui restiez spectateurs inactifs de la lutte géante de nos frères parisiens. Sans attendre un commandement, ni une invitation de personne, n'était-il pas de votre devoir de leur porter secours au nom de la solidarité de vos intérêts, devoir que vous avez négligé malheureusement pour vous et pour ces pauvres victimes de la vengeance bourgeoise.

Donc, retenons bien la leçon qui nous a été donnée : S'il y a soulèvement populaire, quelle que soit la cause qui l'ait provoqué, il ne faut plus que le peuple se *donne un nouveau gouvernement*, il faut qu'il reste en action lui-même pour accomplir les transformations sociales les plus urgentes, c'est-à-dire d'une part : prise de possession de toutes les usines, fabriques, ateliers, mines, des instruments de travail en général, ainsi que du sol en tant qu'il n'est pas déjà en mains prolétairiennes, et de la matière première pour organiser sans aucun retard la *production sociale*, selon notre formule : *chacun selon ses forces;* d'autre part : prise en possession des bâtiments habitables, de tous les produits agricoles et industriels qui existeront au jour de la révolution pour organiser, séance tenante, la *consommation sociale*, selon notre devise : *à chacun selon ses besoins*.

En même temps que les uns s'occupent de la transformation des bases de la société actuelle, les autres doivent se répandre, autant que les circonstances le leur permettent — il serait insensé de vouloir préconiser un mode quelconque sur la manière de faire, puisque tout dépend du caractère donné aux mouvement — dans les environs pour y accomplir la même tâche, pendant que les prolétaires des autres localités, à la première nouvelle du soulèvement, ont le devoir de faire de même et, [illegible] nécessaires à leurs frères en lu[illegible]

Ceux qui voudront se donner la peine d'y réfléchir sérieusement, conviendront que tout cela est possible sans gouvernement, sans commandement, par la seule volonté du peuple qui aura compris son rôle. Il est donc du devoir de chacun de faire son possible pour que tout prolétaire se pénètre le plus vite de ces idées. Quiconque néglige ce devoir, connaissant l'urgence qu'il y a, quiconque amuse le peuple avec des niaiseries comme élections, lutte contre telle institution ou telle autre, n'est qu'un *ignorant* qui ne sait pas encore que tous les maux dont nous souffrons sont inhérents à l'organisation capitaliste de la société, lesquels ne disparaîtront qu'avec elle, ou un *traître* qui, soutenant ce régime infâme pour quel motif que ce soit, ne fait d'autre besogne que de diviser consciemment les forces prolétairiennes et détourner leur attention du seul but à poursuivre. le renversement de la propriété privée.

Le peuple doit faire son choix : Ecouter les ignorants ou traîtres qui lui promettent le monde entier sans autre peine que celle d'aller déposer un bulletin de vote aux urnes et qui lui préparent, par leur conduite une rechute terrible après un moment d'espérance, ou entendre la voix de ceux qui lui crient sans cesse qu'il faut une action énergique, persévérante de sa part, que nul maître, nul tuteur ne pourra faire ce qu'il faut et que la liberté économique, partant politique ne sera que le prix des efforts communs de tous : Peuple, tu es libre de suivre qui tu veux. Mais saches-le bien, oui, c'est toi qui seras responsable des victimes qui périront inutilement dans un nouveau soulèvement qui devient de plus en plus inévitable et approche à pas de géant.

Ce sera ta faute si au lieu d'une révolution bienfaisante. tu fais une nouvelle insurrection stérile qui ne produira que de nouvelles misères pour le prolétariat et qui coûtera la vie à une masse innombrable de tes frères. Ne viens pas après coup verser des larmes de crocodile, en maudissant les Galliffet et consorts, car on te jettera à la face : « Tu es *pire* que les sabreurs puisque tu as su les conséquences et tu n'as pas pourtant suivi les conseils de ceux qui se sont fait un devoir de te prévenir. »

Prolétaires, malheur à nous tous si un jour les cadavres sanglants d'une autre semaine plus sanglante encore pouvaient nous faire ce reproche!

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

*Les exploités sont prévenus que l'*Affamé *est à leur disposition pour combattre les abus et la tyrannie des maîtres. Que ceux qui ont des accusations à formuler, des infamies à faire connaître, nous les communiquent sans arrière-pensée, sans crainte d'être compromis.*

*A l'*Affamé, *on ne signe pas, celui qui accepte et ceux qui accepteront la responsabilité sont à même de prouver qu'ils sont anarchistes. Nous croyons cela suffisant pour la tranquillité de ceux qui auront confiance en nous.*

EXPROPRIATION

La société actuelle, se compose de deux classes bien distinctes, qui sont d'une part les exploiteurs ou spoliateurs, et de l'autre, les exploités ou spoliés ou pour parler plus clairement de voleurs et de volés, ce qui n'empêche pas les premiers de crier au pillage toutes les fois que l'on veut s'attaquer à la propriété qui n'est actuellement que le produit du vol.

La propriété c'est le vol, disons-nous; nous le prouvons : Dès l'origine du monde, l'homme régi par la loi naturelle, la seule que nous reconnaissons comme juste, allait ou bon lui semblait, il cultivait ou cela lui plaisait et il se nourrissait du produit de la terre qui appartenait à tous indistinctement; plus tard l'idée de rapine se développa chez quelques-uns qui se trouvaient plus forts que leurs camarades, et ils résolurent de vivre au détriment de tous, alors commença le règne de la force, règne qui s'est perpétué jusqu'à nos jours. Les forts tombèrent les faibles qu'ils firent esclaves, s'emparèrent de la terre dont ils s'intitulèrent les seigneurs et maîtres et ils les firent travailler se contentant de jouir sans produire. Cet état [illegible] jusqu'en 93, époque où l'esclavage fut aboli de nom et non de fait, car les esclaves d'alors étaient sûrs au moins d'avoir toujours à manger, les seigneurs les soignant comme leur marchandise, tandis que les travailleurs d'aujourd'hui, étant donné le machinisme actuel, sont obligés de crever de faim, les journaux bourgeois eux-mêmes constatent le fait journellement.

En quatre-vingt-treize, les seigneurs furent dépossédés de leur bien par la bourgeoisie qui s'était emparé du pouvoir et nationalisa la propriété qui fut vendue au profit de l'Etat, ce qui fut une faute, car les travailleurs qui n'avaient rien, ne purent rien acquérir, au lieu que la bourgeoisie qui détenait une grande partie du capital, fut alors maîtresse du territoire. Elle avait remplacé la seigneurie, et la société des exploiteurs et des exploités ne changea que de nom et non de phase; d'un côté il y eut les bourgeois, et de l'autre les salariés; donc le même état de chose n'avait pas cessé d'exister, et la propriété continuait à être le vol, il n'y avait que les voleurs qui avaient changé de nom.

Cet état peut-il changer par le moyen du suffrage universel c'est-à-dire comme le prétendent les possibilistes, les étatistes, et autres fumistes par le moyen du vote; nous ne le croyons pas, car pacifiquement on n'arrivera à rien, nous le prouvons : Admettons un instant que la Chambre des députés fut saisie d'une demande d'expropriation par un socialiste convaincu; elle serait purement et simplement rejetée par la raison fort simple que tous ou presque tous les députés sont bourgeois, et ceux qui ne le sont pas encor, sont prêts à le devenir; car le suffrage universel à n'importe qu'elle fonction élective qu'il se rapporte arrive au résultat fatal de corrompre celui à qui les dupes confient leurs pouvoirs.

Autre hypothèse Pour prouver que pacifiquement l'on n'arrivera à rien, admettons un instant ce qui est impossible, que la Chambre des députés soit entièrement socialistes, et que la proposition d'expropriation soit adoptée, il arrivera forcément ceci : c'est que messieurs les propriétaires ne voudront rien céder et résisteront par tous les moyens possibles aux ordres de la Chambre des députés, et comme ils possèdent le capital, c'est-à-dire l'argent qui est le nerf de la guerre, ils corrompront l'armée qui se retournera contre le peuple, et les travailleurs seront joués une fois de plus.

Ceci bien établi, il y a une conclusion qui est seule logique, étant donné que par les moyens pacifiques ou légaux on n'arrivera à rien. pour nous, nous ne voyons qu'une chose, c'est de nous inspirer de l'exemple que la bourgéoisie nous a donné en 93, et de nous servir de nos bulletins de vote pour y renfermer de la poudre. En un mot, la bourgeoisie a dépossédé violemment la noblesse en 93 et bien usons du même procédé à son égard, et si elle crie au vol, ne nous inquiétons pas outre mesure car l'on n'aura jamais volé que des voleurs, mais que nous emporte les clameurs intéressées! Groupons-nous, serrons nos rangs, et atteignons par la force notre but qui est : l'EXPROPRIATION.

Plusieurs de nos amis d'une ville du Midi ont reçu des lettres provenant de Lyon, or comme nous avons tout lieu de croire que des lettres identiques ont été adressées dans d'autres villes, nous déclarons que celles-ci bien qu'elles soient signées, ne nous paraissent pas être l'œuvre d'un anarchiste.

En supposant qu'elles fussent l'œuvre d'un de nos compagnons, nous lui demanderons :

1° Qui lui a livré nos adresses ?

2° Quel est son but ?

Nous ne comprenons guère en effet comment quelques lettres adressées sur divers points de la France peuvent rendre la propagande plus active. [illegible] seront la source [illegible] taine d'une correspondance qui serait coûteuse pour l'auteur des lettres en question quoi qu'il dise qu'une lettre ne coûte que vingt centimes en tout.

Quant à nous, nous croyons plutôt que ces lettres sont l'œuvre d'un policier quelconque qui croit que nous serons assez naïfs pour lui adresser certains renseignements qu'il semble tant désirer. La police aurait ainsi dans les mains des pièces dont elle ne tarderait pas à faire usage. Quant à nos adresses, nous ne savons que trop comment les mouchards se les procurent.

Anssi, craignant de tomber dans quelque piège de ceux qui ont juré notre destruction, nous engageons le signataire des lettres sus-visées, s'il est de bonne foi. à répondre par la voie du journal aux deux questions que nous lui avons posées plus haut. Dans le cas, où nous ne recevrions aucune réponse, nous livrerions à la publicité les lettres que nous avons reçues.

LA FIN D'UN VAILLANT

Le compagnon Dejoux, premier gérant du *Droit Social* de Lyon fut aussi le premier de cette phalange courageuse et inépuisable qui a pris à cœur de propager l'idée anarchiste dans l'Est de la France au prix de leur vie, de leur liberté, de leur santé. Déjà souffrant avant les persécutions, il quitta la France et se retira en Suisse, où il continua la propagande anarchiste à Lausanne, qu'il fut aussi forcé de quitter à cause des tracasseries de la bourgeoisie suisse, digne correligionnaire de celle des autres pays. Dans le grand procès de Lyon, il fut encore condamné comme fugitif à deux ans de prison, mille francs et cinq ans d'interdiction des droits civils, Malgré le grand danger qu'il courait, il se rendit secrètement de Suisse à Paris et réussit d'y rester immolesté, malgré qu'il continua son activité, jusqu'à son dernier jour. Il est mort le 18 mai à Paris.

Nous saluons ce vaillant et dévoué compagnon, qui commença, honnête homme qu'il était, sa carrière publique avec sa démission qu'il donna comme conseiller municipal. Quel contraste avec ses « honorables » qui, tout en déclarant qu'on n'y peut rien faire font leur possible pour arriver aux conseils municipaux, toujours, c'est clair comme le jour, *dans le seul but d'affranchir le peuple de ses maîtres !*

LE DIEU DU JOUR

Depuis longtemps, plusieurs dieux sont tombés peu à peu dans l'oubli, mais, de ceux qui restent, le plus tenace est certainement l'argent; celui-là forme un dieu à part; il est reconnu par tous les entrepreneurs en religion : Bourgeois, sabreurs et prêtres; enfin, il a le pas sur tous ses confrères en divinité et pourquoi? Parce qu'à l'heure actuelle la science a réduit à néant l'existence d'un être suprême; parce qu'elle a démontré que rien ne se crée, rien ne se perd; tout dans la nature se transforme, se meut en obéissant à des lois immuables; donc ceci étant admis, il ne reste plus de créateur, il ne reste aucun vestige de ce qu'on appelle Dieu.

Mais si la science par ces données a détruit celui-là, en est-il de même du lieu argent? Non! malgré que nos savants soient parfaitement sûrs qu'il est utile parce que l'on veut bien et que l'on pourrait parfaitement se débarrasser de son usage fatal.

Il ne faut pas croire que l'argent a toujours existé.

Les peuples primitifs n'en avaient pas connaissance. Cette perte de l'humanité n'a fait son apparition qu'avec le pouvoir, et les souverains des peuples et les chefs des peuplades s'en sont servis non-seulement pour faire l'échange des produits, mais encore pour faire commerce de chair humaine et [illegible] les consciences comme [illegible]

Oui, il a été et est encore un des plus puissants auxiliaires de l'autorité. Il est la source de tous les maux; il engendre tous les vices et fait commettre tous les crimes. Celui qui le possède, pour se le procurer, a été forcément obligé d'exploiter ses semblables, vol légal qui est et a été toujours soutenu et favorisé par tous les gouvernements.

Il est le mobile de tous les assassinats et de toutes les haines, son existence est la conséquence de la propriété individuelle, dont il est la valeur représentative. Ça a été toujours le brandon de discorde, non-seulement dans les sociétés, mais encore dans les familles.

Oui, camarades, en faisant disparaître cette société bourgeoise, n'oublions pas de détruire l'argent, en tant que valeur représentative. Pour faire l'échange des produits dans une société libertaire, c'est-à-dire communiste anarchiste, on n'a nullement besoin de lui, puisque les produits seront mis en commun, chacun aura droit à ce qui lui sera nécessaire pour satisfaire ses goûts et ses besoins.

Cependant, il y a certains collectivistes qui disent : Si vous ne laissez pas à l'homme un appât pour l'attirer au travail, c'est-à-dire si vous ne rémunérez pas ses forces employées, il ne voudra rien faire. A ceci nous opposons une dénégation formelle. Quand un individu, dans le communisme, sera certain que l'existence lui est assurée, qu'il pourra sans entraves aucune satisfaire tous ses besoins, qu'il ne sera taxé, ni commandé, il comprendra alors que ce n'est que par le travail qu'il pourra perpétuer ce bien-être dont il goûtera les fruits.

Et si, sous ce rapport, ils ne sont pas d'accord avec nous, c'est parce qu'ils voudraient exploiter la masse comme par le passé, sous une autre forme.

Par exemple, ils nous disent ceci, c'est la base de leur propagande : Donner à chacun la valeur intégrale de son travail. Mais qui établira cette valeur? Ne faudra-t-il pas recommencer à nommer des délégations, c'est-à-dire de nouveaux maîtres pour déterminer commanda les société bourgeoise d'aujourd'hui le salaire dû au producteur?

Ensuite, il pourrait arriver qu'un tel article étant plus payé que tel autre, une masse de producteurs se porteraient à cette spécialité, et quand il faudrait changer de métier, vu que les produits s'engorgeraient, ils ne gagneraient de quoi vivre en commençant tout en leur donnant la valeur intégrale de leur produit.

D'après eux, il faudrait centraliser aussi et avoir une quantité innombrable d'employés pour tenir les livres sans compter cette fameuse « commission de statistique » qui serait chargée de la bourse, du travail, de la direction des affaires et qui ferait le pendant de nos administrations civiles ou militaires.

Non, vraiment, c'est par trop autoritaire, et cela n'est pas possible, ce serait tomber de mal en pis; au lieu d'avoir des dirigeants bourgeois, on aurait des dirigeants ouvriers. C'est donc bien plus logique de supprimer toute direction, toute valeur représentative (billets, or, argent, etc.) et toute propriété individuelle. On ne s'en trouvera que mieux sous le rapport du travail et du bien-être. L'homme n'a besoin d'être forcé ni d'être tenté par le gain pour produire; il a une certaine force, une activité en lui qu'il lui faut dépenser *quand même*, si on le laisse libre, l'émulation qui est en lui ne fera que s'accroître. Il s'attachera réellement à faire du travail utile, ne se sachant plus exploité, il s'élèvera à ses propres yeux, et redeviendra dans son état naturel, c'est-à-dire bon, puisqu'il n'aura plus à soutenir la terrible lutte pour l'existence.

Donc, travailleurs, rendez-vous bien compte de ceci que tant que vous conserverez, quoique ce soit comme valeur représentative, dans n'importe quelle société, vous serez toujours malheureux.

Avec la valeur d'échange, restera toujours le pouvoir, l'ambition, la haine; vous serez toujours mis en coupe réglée par quelques fripons qui se l'accapareront adroitement.

Mais nous sommes sûrs qu'ayant l'exemple devant les yeux, vous ne tomberez pas dans l'erreur du passé, nous sommes sûrs que vous viendrez à nous pour fonder une société basée sur la liberté et la justice, dans laquelle vous n'aurez pas d'argent; mais la vie assurée, où il n'y aura de pouvoir, ni de maître d'aucune sorte, mais d'hommes libres, agissant au mieux de leurs goûts et dans l'intérêt de la société qui ne favorisera pas les injustices et les crimes qui ne sont occasionnés que par l'égoïsme, l'ambition, la cruauté et le cynisme.

[illegible] la réalisation de [illegible] idées libertaires, [illegible] mir; il ne s'agit pas de dire que l'on veut être libre, il faut mettre la théorie en pratique et briser tout ce qui nous fait obstacle; metton-snous résolûment à l'œuvre; faisons une guerre de guérillas à la société bourgeoise et la révolte de petite deviendra grande; surtout, ne soyons pas sentimentalistes; pour nous affranchir, tous les moyens sont bons.

N'ayons crainte de risquer notre peau.

Que notre devise soit : Vivre libre ou mourir en châtiant ceux qui nous pressurent et nous oppriment.

En avant, compagnons, et faisons bonne justice pour n'y plus revenir.

Nos amis de Nice nous écrivent, que le ballot de journaux que nous leur avons expédié a été ouvert et qu'un certain nombre d'exemplaires, qu'il contenait leur a été volés.

Nous ne nous plaindrons pas de ces agissements bourgeois, qui ne peuvent nous surprendre, nous nous bornerons à engager nos amis de Nice et d'ailleurs à imiter, en temps utile, l'exemple que leur donnent nos gouvernants.

SCUOTETEVI

Lavoratori dei campi, — martiri delle officine, — operai tutti, vittime d'infami speculatori, che fate? — Avete mai pensato *chi siete e chi dovreste essere*? — Se non vi avete pensato, per chè dormiste? e se pensaste perchè ancora sopportate l'oltraggio delle vostre catene?

Voi siete schiavi; scuotetevi.

Vos siete oppresi; ribellatevi.

Il sole si leva, e voi correte al lavoro più docili dell'agnello, più pazienti del bue. — Spargete di sudore la terra; esponete al sole od al gelo il corpo malsano; v'introducete nei labirinti di mordifere miniere; vi tuffate negli abbissi del mare; salite ad altezze vertiginose. — Credete di lavorare per voi, per la vostra famiglia; invece lavorate per sostenere i vostri sfruttatori, per arricchire i vostri padroni.

Per voi la fatica; per essi l'ozio. — Per voi la miseria; per esi la ricchezza. — Per voi le ruote dentate che vi stritolano

spietatamente le membra ; per essi la macchinà che produce milioni. — Voi disprezzati e lasciati nell'ignoranza; essi riveriti e colmati di onori.

Lavoratori, scuotetevi.

Lavoratori, ribellatevi.

Porzione della tera che lavorati è vostra, come è vostre il sole che tu ti riscalda.— Riprendetela al vostro padrone; egli ve l'ha rubata.

Operai, pensate *chi siete* e *chi dovreste essere*.

Voi *siete* schiavi di tutti e di tutto. — *Dovreste essere* liberi, padroni di voi stessi.

Abbrutiti dal *Prete*, schiacciati dai *Governi*, sfruttuti dalla *Borghesia*, non siete più nè uomini, nè bruti. Voi siete cose.

Il prete co' suoi sofismi vi dà la rassegnazione del ciuco — il governo colle sue baionette la codardia dell'oppresso — la borghesia col suo danaro la viltà della miseria.

Ed è questa e non altra, sventurati operai, la vostra misserima condizionne.

« Avete occhi e non vedette — avete orecchi e non udite. »

Eppure la natura è un libro aperto per tutti! Perché non vi leggete? — Per quanto affuscata possa essere la vostra intelligenza, pure devreste conoscere i vostri principali diritti.

I vostri figli laceri ed affamati ; la vostra abitazione oscura e malsana ; il continuo lavoro a cui siete soggetti ; lo scarso vitto di cui vi nutrite, non vi spronano a miglio rare il vostro deplorevele stato.

Quando vedete girouzar per le vie baldanzosi borghesi che fan pompa d'abiti e d'oro; quando scorgete sontuosi palagi e cocchi stemmati; quando l'odore di prelibate vivande viene a stuzzicare il vostro appetito, non pensate che una classe privilegia ta sta meglio di voi e che gode impunemen[illegible] fatiche ?

Canfr[illegible] non sentite una vampa di sdegno accendervi il volto ? Non vi sorge spontanea l'idea di rivendicare i vostri conculcati diritti ?

Operai, che fino ad oggi dormiste, scuotetevi dal vostro letargico sonno. — Unitevi e ribellatevi.

Alzate quella fronte che fino adora ha toccato la polvere ; guardate in viso i vostri oppressori ; fissate le vostre irate pupille su loro, e li vedrete tremare.

Contateli. Essi sono *uno* e voi *mille*.

Analizzateli. Non troverete che volpi e comigli.

Avete la forza dell'uragano, dovete adoprarla.

Se non volete farlo per voi, fatelo pei vostri figlinoli. Non potendo lasciar loro in retaggio terre e castelli, fate ch'essi abbiano la lsro completa emancipazione che è la più ricca di tutte le credità.

Lacrime, proteste, imprecazioni non valgono.— Alle lacrime vi rispondono con beffardi serrisi — alle proteste con concessioni bugiarde — alle imprecazioni col domicilio coatto.

Se non sentite l'onta della vostra abbizione, non siete degni di libertà.

Per emanciparir dalla vostra schiavitù ci vuole la *Rivoluzione*.

E la Rivoluzione verrà.

Monarchie e Repubbliche si dànno la mano per arrestarci nel nostra cammino; ma noi le abbatteremo.— Esse tremano; ma noi non tremiamo.— Baionette e cannoni sono impotenti contro la forza d'un popolo, se questo popolo vuolo, e fermamente vuole.

La *Rivoluzione* verrà, e sarà sterminatrice per essere salutare.

Operai, deslatevi — Imparate a conoscere i votri nemici.

Operai, scuotetevi — Unite le vostre forze, che il giorno della lottr si avvicina a gran passi.

Distruggete i *troni* e le *infami leggi* che emanano da esi.

Sterminate la *Borghesia*, pestifero letamaio della presente società.

E'questo il compito vostro — E'questo il vostro dovere.

Lavoratori dei campi e delle città, pensate *chi siete* e *chi dovresse essere*.

Voi siete schiavi; scuotetevi.

Voi s'ete oppresi ; ribellatevi.

CORRESPONDANCES

Lettre de Paris

La police bourgeoise continue sa triste besogne. Le compagnon Kmaleski, expulsé de France il y a quelques semaines, était revenu à Paris. Les policiers n'ont pas tardé à découvrir sa retraite et, le 17 mai, la justice bourgeoise le condamnait à six mois de prison, maximum de la peine. Ce qui lui a valu cette odieuse condamnation, c'est le dévouement que notre infortuné compagnon a toujours mis au service de la cause. Complètement désintéressé, le compagnon Kmaleski était de ceux qui comprennent que pour qu'une idée se propage, il faut faire des sacrifices. C'est ce qu'il fit. Aussi la justice gouvernementale lui a-t-elle délivré la gratification que son dévouement à la cause commune avait mérité.

Dimanche a eu lieu, comme c'était annoncé dans les journaux socialistes de Paris, la manifestation du Père-Lachaise. Le parti anarchiste, tout en étant ennemi de la question du monument des fédérés, a tenu à honneur d'être représenté à cette imposante cérémonie. Aussi a-t-il été à la hauteur de la situation.

Dès 1 heure de l'après-midi, de nombreux compagnons se réunissaient au local indiqué d'avance. La chambre syndicale des ouvriers cordonniers, dont les membres sont entièrement anarchistes, avait apporté une bannière noire, portant l'inscription de leur chambre syndicale. Le groupe « les Insurgés », du 3e, avait, lui aussi, apporté un magnifique drapeau noir surmonté d'une cocarde rouge. A 2 heures précises, les compagnons se mettent en marche et arrivent à l'entrée du cimetière [illegible] nombreuses escouades d'agents, commandées par des officiers de paix, [illegible] daient l'entrée. La tenue énergique de nos amis a découragé les sbires de Camescasse, et c'est en traversant les haies d'agents de police que nous sommes arrivés sur la tombe où reposent 35,000 travailleurs lâchement assassinés. Quand nous arrivons, plus de 20,000 personnes sont présentes. Le compagnon Denechère prend la parole et lit une adresse des anarchistes d'Armentières, qui est interrompue par de frénétiques applaudissements et des cris de Vive l'Anarchie! Vive la Révolution sociale! Le compagnon Roussel lit ensuite l'adresse du journal l'*Affamé* et des anarchistes italiens de Marseille. Cette adresse, très correcte et très ferme, a été interrompue plusieurs fois par les bravos des assistants. Quelques autoritaires que l'adresse visait très justement ont cru faire entendre leur réprobation Mais les applaudissements réitérés de la foule les ont mis à la raison.

Ensuite le citoyen Druelle prend la parole au nom du parti anarchiste et des anarchistes résidant à Londres, et c'est aux cris de Vive l'Anarchie! Vive la Révolution sociale! que notre ami termine son discours, plusieurs fois interrompu par les bravos des assistants.

Plusieurs citoyens font une collecte sur la tombe qui produit 159 fr. 60 cent. Belle et bonne journée pour la Révolution et aussi pour nos compagnons que la renoncule bourgeoise tient dans ses prisons.

A l'issue de cette manifestation, une réunion a été organisée par « la section de propagande anarchiste », où on a discuté sur le monument des fédérés. Plusieurs compagnons ont pris la parole, notamment : les compagnons Leboucher, Druelle, Digeon, Couchot, qui ont affirmé l'utilité des moyens révolutionnaires et ont engagé les travailleurs à abandonner la ligne des ambitieux qui se font socialistes pour mieux les matter.

Une commission de neuf membres a ensuite été nommée et chargée de contrôler les travaux de la commission de secours aux familles des détenus politiques.

Le produit de la réunion a été abandonné par la section de propagande pour le journal l'*Alarme*, de Lyon.

En somme, tout s'est fort bien passé et, malgré le nombre des argoussins, aucune arrestation n'a eu lieu.

Lyon

Nous avons reçu de nos camarades de Lyon, trop tard pour l'insérer, le manifeste, dont nous détachons les passages suivants :

L'autorité qui se rit sous cape de la naïve confiance du peuple, vous demande de compléter par vos suffrages son cadre municipal.

Vous avez depuis longtemps remarqué dans tous les programmes, et surtout dans le programme socialiste, tissé d'utopies, le vieux piège gouvernemental que des hommes peu honnêtes ou peu conscients, ont pu réussir à voiler aux yeux d'un grand nombre d'électeurs, et vous êtes restés calmes et recueillis devant ces indignités.

Continuez à rester à l'écart de ces dernières manœuvres du passé : ne soyez ni trompeurs ni trompés, ni dupes, ni complices.

Vous connaissez le mal : *la Loi, l'Autorité*. Il va être pleinement confirmé dans son principe. L'œuvre horrible d'exploitation humaine va donc continuer sur sa hideuse base qu'aucun socialiste, ô honte! n'aura sapée, et vous allez continuer, vous, à dévorer toutes les hontes sociales, à endurer toutes les tortures, à subir toutes les expropriations !

Le gouvernement ne sera ni moins bête ni moins brutal, les patrons ni moins impudents ni moins voleurs. Ce sera toujours le vieux désordre, la vieille abomination, l'idiotisme du devoir machinal et stupide qui degrade ou révolte l'espèce humaine, jamais le droit intelligent et fécond qui l'ennoblit et la satisfait.

Laissez donc toutes les castes d'intrigants faire leurs brigues, par des voies hypocrites, sur les instruments déguisés du despotisme, et pour conserver votre droit intact, en attendant le jour prochain de la délivrance, abstenez-vous.

Roanne

Nous saluons avec joie l'apparition de [illegible] archiste [illegible] et nous sommes certains que comme ses frères lyonnais, ainsi que le *Revolté*, de Genève, il tiendra haut et ferme le drapeau noir de la misère! Bravo! compagnons, tapez dur et fort sur ces vieilles institutions vermoulues, qui, depuis deux mille ans, maintiennent le peuple sous le joug oppressif du capital. Nous, anarchistes, nous disons avec vous, guerre à l'autorité sous sa triple forme : Religion, gouvernement, propriété! Nous savons par expérience que tous les gouvernements se valent, et n'ont tous qu'un but : le maintien de l'exploitation de l'homme par l'homme. Compagnons, nous vous aiderons de toutes nos forces à saper le vieil édifice social et à le faire crouler le plus vite possible. Que tous les anarchistes vous viennent donc en aide par la parole, par la plume, par l'*action révolutionnaire*, et bientôt la masse des meurts-de-faim comprendra qu'il n'y a qu'un moyen pour arriver à son affranchissement : La Force.

Vive l'anarchie! Vive la Révolution !!!

Le groupe le Revolver.

Le Creuzot

Persécutions Schneidèrienne

Depuis les derniers évènements de Montceau-les-Mines, et par suite de la crise intense que nous traversons, la richissime compagnie des Mines du Creuzot n'a cessé de congédier ceux de ses exploités qui passaient pour anarchistes et révolutionnaires. Plus de quatre cents de ceux-ci ont été, par des renvois intermittents, jetés inopinément sur le pavé et réduits par cela même à la plus noire des misères.

Etant renvoyé pour *cause politique* de cette Bastille capitaliste (la plus execrable entre toutes), il est inutile d'espérer y rentrer, — les portes lugubres de cet enfer social se sont bien fermées derrière vous — et ne s'ouvriront que le jour où les travailleurs, las de subir plus longtemps les exactions monstrueuses du capital et du gouvernement, s'empareront définitivement des instruments de travail, des machines, en un mot, de l'outillage mécanique pour l'exploiter à leur profit.

Ainsi l'ouvrier congédié n'a d'autre alternative, lui et sa famille, que les angoisses de la faim, qui viennent déchirer ses entrailles et l'oblige à quitter le pays, le département même, pour aller offrir ses bras à d'autres exploiteurs non moins insatiables et rapaces, car, dans le bassin houiller de Saône-et-Loire où règnent en potentats Schneider, Chagot, Blanchet et consorts, le travail est proscrit pour les individus reconnus comme socialistes.

Mais ce qu'il est pénible de constater, c'est la ruse et l'audace avec lesquelles ces bourgeois éhontés volent et pressurent leurs ouvriers, quand ces derniers ne montrent que l'apathie et l'indifférence pour les idées généreuses, qui ont pour but l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ne serait-il donc pas temps, en face de tant de cruautés, en face de l'éternelle conspiration du riche contre le pauvre, les prolétaires rendent coup pour coup, violence par violence, à ceux qui les martyrisent *politiquement et économiquement* depuis leur plus tendre jeunesse jusqu'à leur mort.

Allons, travailleurs! et vous plus particulièrement Creusotins, resterez-vous stationnaires, quand, de tous côtés à la fois, les déshérités s'agitent et revendiquent hautement *leur droit à l'existence*, vous laisserez-vous intimider par la *terreur noire* organisée par les détenteurs illégitimes de la richesse sociale? Ne perdez pas de temps, songez que plus vous attendrez des réformes (qui ne se feront jamais) de vos élus, qui sont, par intérêt de classe, opposés à vos justes revendications, et conséquemment vos ennemis, plus aussi votre émancipation sera ajournée, plus votre situation s'aggravera.

Vous nous objecterez que « jamais pot de terre n'a cassé pot de fer », mais cela est un non-sens, car le pot de fer où la noblesse a été détruite en 1789, l'autorité qu'elle disait tenir d'en haut, c'est-à-dire de la loi divine, a été broyée, hachée par la guillotine en 1793, dans la personne de son représentant au pouvoir ou de Louis XVI et si la Révolution française n'a été qu'une révolution bourgeoise, c'est que le peuple avait abdiqué sa liberté dans les mains de ses mandataires qu'il avait remis son droit d'exécuter [illegible] d'agir à des [illegible]torités puissantes appelées Convention, Comité de salut public, etc..., lesquelles intelligentes et spéculant sur la situation, ont fait aboutir ce changement à un triomphe de classe : Le Tiers-Etat ou Bourgeoisie succédant à la Noblesse.

Depuis n'avons-nous pas des exemples ? Est-ce que du jour où la machine gouvernementale ne répond plus aux besoins des intéressés, ceux-ci ne montrent pas leur force, quand, à chaque bouleversement, la machine fait un pas en avant, cédant le terrain au flot des prolétaires en courroux : 1830, 1848, 1871, ne sont-ce pas là des dates mémorables, qui rappellent les divers soulèvements des pots de terre contre les pots de fer, de la classe ouvrière contre la bourgeoisie multicolore.

Réfléchissez, salariés, et dites-vous bien que vos maîtres ne sont forts que parce que vous avez peur, ne sont puissants que parce que vous courbez l'échine devant eux, et, s'ils vous exploitent au plus haut degré, ils s'appuient en cela sur l'autorité qu'ils exercent sur vous et sur la résignation avec laquelle vous supportez le dur collier de l'exploitation capitaliste.

Sachez, quant à présent, que vous avez à choisir entre la misère et la Révolution sociale, l'une qui vous prépare l'esclavage, la faim, le sacrifice de vos droits et de votre dignité, c'est-à-dire la mort, et l'autre, qui vous assurera pour toujours le bonheur, la liberté et l'égalité, principes sans lesquels le *véritable ordre* ne saurait subsister dans aucune société humaine.

Notre appel sera entendu de vous, frères d'infortune, de vous, victimes de tous les instants, de vous, jeunes gens, qui servez de chair à canon, lorsque l'Etat, sous prétexte de sauvegarder le pays, la patrie, vous envoie défendre les biens de vos oppresseurs ! Oui, en venant avec nous étudier les questions sociales et économiques, vous montrerez à ceux qui vivent de vos peines et de vos misères que vous avez encore du sang de vos ancêtres dans les veines, des Jacques qui, pour s'affranchir du joug seigneurial, ne craignirent pas d'employer le poignard, la corde et la torche. Montrez-leur à ces hommes à la face abjecte que vous êtes dignes des fusillés de juin

1848 et des assassinés de la Commune de 71, et que vous serez prêts à les venger à la prochaine tourmente révolutionnaire, que, si vous savez faire l'abandon de vos préjugés, si vous n'avez recours qu'à vous-mêmes et à votre expérience, est appelée à effondrer la société marâtre et pourrie qui nous régit pour y substituer le nouvel ordre de choses, tant préconisé par nous, c'est-à-dire l'*Anarchie*.

Alors, seulement, les hommes auront conquis leur autonomie individuelle, c'est alors qu'ils pourront mettre en application cette formule du communisme libertaire :

« De chacun selon ses forces. » « A chacun selon ses besoins. »

Débarrassés qu'ils seront du nouveau dieu : l'Etat et du diable : le Capital !

En avant, Creusotins !

Creusotins, en avant !

UN GROUPE D'ANARCHISTES CREUSOTINS

Toulon

Nous dirons un mot seulement sur les élections municipales. Nous étions habitués à voir s'étaler devant nos jardins publics des poteaux portant l'avis suivant : « Ce jardin est placé sous la sauvegarde de tous les citoyens » ; mais nous ne nous étions jamais douté que nous étions aussi chargés de nous assurer de l'identité des votants, croyant que les membres des bureaux de vote suffisaient à cette besogne. Nous étions, paraît-il, complètement dans l'erreur.

Par des avis apposés sur les murs le *Comité Radical* donne 100 francs de prime et le Comité de l'*Union Radicale* 200 fr. à toute personne qui découvrira ou fera découvrir qu'un citoyen a voté illégalement.

Voilà donc tous les électeurs transformés en policiers, de par la volonté de messieurs les radicaux. Tableau! Voit-on d'ici deux citoyens quelconques se disputer l'honneur (sic) d'avoir reconnu la fraude l'un avant l'autre, et disputer ensuite pour connaître la liste que le fraudeur aurait mise dans l'urne ?

Ajoutons aussi qu'aucune réunion publique ou contradictoire n'a été donnée par messieurs les bourgeois plus ou moins radicaux qui se sont disputé le pouvoir. La lutte électorale s'est donc bornée à une lutte d'affiches où les concurrents s'insultaient réciproquement.

A ceux qui, malgré notre appel, ont été encore dupes [illegible] nous dirons : A vous[illegible] tort lorsque [illegible] notre manifeste, nous vous avons engagés à ne plus prendre [illegible]rt à cette infecte comédie qui s'appelle : Suffrage universel ?

Reconnaissez-vous enfin que cette lutte de vils ambitieux ne peut rien pour soulager votre misère, travailleurs, la forme du gouvernement n'est rien, car le pouvoir appartient à une seule caste : la bourgeoisie, qui possède tout et ne produit rien. Votre ennemi, citoyens, c'est le bourgeois quel qu'il soit, républicain ou royaliste ; c'est contre lui que doivent tendre tous nos efforts, si nous voulons arriver à la vraie fraternité, au bien-être social.

Armentières

C'est avec joie que nous voyons paraître l'*Affamé*.

Nous n'avons aucun doute sur sa ligne de conduite et sommes persuadés qu'il tiendra haut et ferme le drapeau rouge de l'anarchie.

En fondant l'*Affamé*, vous suivez le sublime exemple des compagnons de l'*Alarme*, de ses héroïques prédécesseurs et du *Révolté*.

Portez aux affamés les paroles d'indignation et de révolte et les anarchistes Armentiérois vous soutiendront dans la grande lutte que vous avez entreprise.

Qu'importe, si le chemin est émaillé d'obstacles, faites vivement la propagande révolutionnaire afin que par leur propre force les opprimés détruisent tout ce qu'il y a d'injuste dans la société. Ce jour-là, la liberté triomphera de l'esclavage, l'égalité de l'inégalité, la justice de l'injustice.

Courage donc, compagnons, faites votre devoir et nous ferons le nôtre.

Le groupe « Terre et Indépendance. »

Saint-Pierre-lès-Martigues

Certains citoyens imbus du préjugé du suffrage ont cru que les affiches apposées le 11 avaient été faites pour favoriser l'une des deux listes se disputant le pouvoir.

Que ceux-là se détrompent, car les anarchistes ayant faits l'expérience du bulletin de vote, ont reconnu que tous les candidats et élus se valent : notre seul but était, par conséquent, la propagation de l'idée anarchique.

Un groupe de montagnards anarchistes.

Correspondances Internationales

ALLEMAGNE. — Le *Reichstag* (Chambre des députés allemands) a prolongé ces jours-ci la loi contre les socialistes faite en 1878 après les attentats de Hodel et de Nobiling contre l'empereur Guillaume, qui a maintenant un peu forcé la main des représentants du peuple en déclarant à une députation de ce corps élu, qu'il regardera comme offense personnelle un refus de prolongation de cette loi ; il était bien nécessaire d'intervenir de cette manière car tout le monde sait que la loi est restée aussi impuissante que possible contre l'agitation socialiste.

Pas encore assez instruit par cette expérience, le gouvernement a annoncé, pendant les débats, qu'il soumettra une loi spéciale contre les anarchistes. Ça doit être un chef-d'œuvre de bêtise humaine ; dépêchez-vous, nous sommes curieux de le connaître, M. Putthammer (c'est le beau-frère de Bismark et son chien de chasse pour l'intérieur).

AUTRICHE. — Le compagnon Prager, rédacteur du *Radical*, organe anarchiste en langue allemande, a été condamné pour délit de presse à 15 mois de réclusion et 600 florins (1500 fr.) d'amende, cela devant les assises.

Comme les bourgeois sont bien les mêmes partout ! Lui-même et d'autres compagnons en Autriche-Hongrie (Agram, Buda-Pesth, Vienne), sont encore poursuivis pour association secrète et haute trahison. C'est que la police veut se débarrasser de toutes façons de ces « fous criminels » qui menacent propriété et autorité, non-seulement par des paroles, mais, chose terrible, aussi par des actes. Avec la loi exceptionnelle qu'on a adopté dernièrement, il est bien facile à supprimer toute expression publique de l'opinion publique, tout journal « malveillant », toute association et réunion des prolétaires ; mais ce qu'on ne réussit pas, c'est de supprimer la propagande secrète et les conspirations, quand toute une grande partie du peuple a conscience de ses droits et la ferme volonté de posséder avec *tous les moyens* pour les combattre. L'Autriche nous offre aussi l'exemple évident de la différence qu'il y a entre les anarchistes et les politiciens avec des programmes plus ou moins radicaux qui s'appellent, eux aussi, socialistes. Pendant que les premiers sont poursuivis furieusement par la bourgeoisie qui flaire en eux ses pareils. Au peuple d'en tirer les conséquences et le peuple autrichien les a déjà tirées. Les socialistes politiqueurs dans ce pays ne sont qu'un état-major sans soldat. Qu'il en soit ainsi partout.

AMÉRIQUE. — S'il existe un pays où on peut constater toute la véracité de la fameuse parole : *La propriété c'est le vol!* c'est dans ce pays traditionnel de la liberté extrême — bourgeoise. Il n'y a rien qu'un riche ne puisse se permettre sans danger pour sa vie et pour sa liberté. Les voleurs publics, les plus reconnus, sont le[illegible] le plus estim[illegible]nt eux [illegible] lois en faveur du capitalisme [illegible] intermédiaire de leurs instruments, les membres du Congrès ; nul ne peut être représentant s'il n'est pas vendu au capitalisme. Le fonctionnarisme, c'est le vol, organisé hiérarchiquement dans la meilleure des républiques.

Nous reviendrons sur ce pays pour donner à nos lecteurs des détails sur la situation qui y est faite au prolétariat. Pour aujourd'hui, nous voulons seulement dire que, d'une part, le capitalisme fait son possible pour hâter le moment de la révolution par ses exploits inhérents au système. C'est ainsi que le vol légal qui a nom : spéculation a amené à une crise financière qui entraînera la ruine de milliers d'existences et soufflera dans les rangs les plus étendus du peuple la haine contre cet « ordre » capitaliste. D'autre part, les prolétaires, comprenant de plus en plus l'ignominie du vol manifeste dont ils sont victimes, commencent à s'agiter de plus en plus, à se fédérer entre eux pour entreprendre la lutte contre la bourgeoisie. Et si, d'un côté, comme partout, il y a des personnalités qui voudraient exploiter les idées socialistes pour leurs petits appétits personnels, il y a de l'autre côté la masse du peuple qui, rendue perspicace par les milliers d'épreuves que, dans sa bonne foi, elle a subies, devient de plus en plus méfiante contre tous ces sauveteurs qui se proposent de « faire » son bonheur, et commence à ne vouloir agir que par elle, conformément au principe fondamental proclamé autrefois par l'Internationale : *L'affranchissement des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

RUSSIE. — Le mouvement révolutionnaire de ce pays, attirant par son intensité l'attention du monde entier, nous croyons de notre devoir d'entrer dans des détails sur la situation qui est faite en ce pays au peuple, pour que nos lecteurs soient bien placés pour comprendre les évènements dont nous tâcherons de rendre exactement compte.

En même temps que le gouvernement, le tsar en tête, s'occupe de l'extirpation des « séducteurs », il y a une lutte à mort et à vie dans les parties les plus éloignées du pays. Autant qu'il n'y a que les réclamations des libéraux en faveur de la liberté de la presse, de la parole, d'association, qu'il n'y a que des désordres des étudiants, mécontents de l'administration universitaire, qu'il n'y a que des protestations des assemblées territoriales (élues des paysans, des grands propriétaires et d'autres classes pour l'administration des affaires des districts et des gouvernements) et des faits semblables, il est facile pour le gouvernement de se rendre compte du progrès des idées « subversives » et de réprimer les « crieurs », mais quand la fermentation commence dans les repaires les plus perdus, dans les steppes, forêts et déserts, derrière les machines des fabriques, dans les usines, sur les bateaux, sur terre ferme et sur eau, sous l'uniforme militaire comme sous les guenilles du mendiant, alors toutes les mesures du gouvernement deviennent impuissantes.

Et une telle fermentation a commencé en Russie. Une masse de travailleurs congédiés des fabriques et usines, qui sont forcées de diminuer leur production, demandent l'aumône, et après, exaspérés par la faim et la misère, demandent le droit à l'existence — réclamant du pain. Le gouvernement les envoie alors, escortés par des soldats armés, par voie administrative, dans leur pays natal, éloigné des fois à 1,000 kilomètres et plus, toujours à pied. C'était ainsi avec les ouvriers des Usines Baltiques, à Saint-Pétersbourg ; c'était la même chose à Moscou et à Wladimir. A la maison ils trouvent la même misère, la même faim. Le manque de terre les force à demander celle-ci à ferme chez les grands propriétaires fonciers. Ceux-ci louent l'ensemble de leurs terres à des entrepreneurs qui, ne les travaillant pas eux-mêmes, les louent aux paysans nécessiteux et leur prennent ensuite le dernier bétail, leur enlèvent la dernière poule de la chaumière, tombant en ruines. Dans beaucoup d'endroits, règne le typhus de famine ; les enfants, enflés par la famine, meurent sous les yeux de leurs parents ou ces derniers périssent exténués, laissant derrière eux ces orphelins en bas-âge, sans souci de leurs martyrs.

Le peuple russe, las de ses souffrances supportées si longtemps sans protestation, commence à se soulever avec la force terrible du désespoir. Les paysans mettent le feu aux maisons des propriétaires fonciers, [illegible] les seigneurs, les admini[illegible] enlèvent le bétail des propriétaires, disposent de leurs terres, le gouvernement effrayé se voit dans l'impossibilité de conjurer cette tempête.

Dans les biens de Kapniste, les paysans sont tombés sur les gardiens de la propriété et un combat eut lieu dans lequel il y eut beaucoup de morts et de blessés et s'ils n'ont pas pu atteindre cette fois-ci le seigneur détesté, il est sûr qu'ils lui feront son affaire quand même. Dans les propriétés de Bronitsky, les paysans ont refusé de payer certaines sommes qu'on leur demandait illégalement. Le gouvernement prit, naturellement, le parti du grand seigneur et un détachement de troupe fut envoyé qui mit aux fers les paysans — voilà comme le gouvernement met lui-même l'étincelle à la poudrière ! Nous ne disposons pas d'assez de temps et de place pour énumérer ici tous les crimes agraires qui se sont accomplis ces derniers temps dans les gouvernements Ouflnsk et Prenbourg, sans compter les faits pareils qui se sont passés dans les provinces baltiques. A la fabrique Kossndé, le directeur Liben a été assommé à coups de pierre, d'autres membres de l'administration ont partagé son sort, les ouvriers ont chassé les policiers envoyés et ont délivré leurs compagnons arrêtés. La force armée a dû intervenir pour rétablir l'« ordre ».

Dans la Russie méridionale et centrale les incendies s'ensuivent avec une régularité effrayante. Dans le village Michailowsk (gouvern. Koursk), quatre incendies ont éclaté à la fois. Dans le district Oumansk on a brûlé le moulin du prince L. A. Glouckow, le domaine d'un nommé Stepanow a été brûlé, dans le même endroit on a encore brûlé les bâtiments des nommés Maximow, Dopelmair, Muloradowitch, Plechtchitva, Machegéritcha. Dans le district de Berditchew, les métairies des riches paysans exploiteurs ont été brûlées. A Kourgau tous les biens du commerçant Chvétoff ont été brûlés.

A la foire d'Irupinsk éclataient des désordres d'un caractère politique et on a jugé les paysans comme « criminels » politiques sans jury depuis le procès de Verra Sassoulitch, le gouvernement a les assises en horreur dans les procès politiques, puisque les jurés ont parfois des velléités d'indépendance, comme l'acquittement de cette citoyenne courageuse l'a prouvé.

Dans le gouvernement de Fchernigow, au village Nikolaïeff, des gens inconnus ont attaqué la maison du propriétaire. Dans les districts de Bornensk, de Sasnitsk, du Haut-Dniéper et de Paziatinsk des attaques de ce genre sont très fréquentes, les grands propriétaires quittent les villages de peur d'être tués par les paysans. Le district de Novomoscovsk se fait tout particulièrement remarquer par son esprit révolutionnaire ; dans le village de Belinsk, les paysans ont attaqué un grand propriétaire dans le but de lui enlever son bétail. Dans le gouvernement d'Ekathérinoslaw le mouvement agraire ne cesse depuis deux ou trois semaines aux domaines des nommés Rodzianko, Gapa Ilijachenko et d'autres. Un des grands propriétaires, effrayé par les paysans, leur a fait don de ses terres. Les paysans de tous les districts de ce gouvernement ont presqu'en même temps commencé leur agitation. Le gouvernement, ne sachant dans quel endroit premièrement envoyer les soldats dont il disposait pour commencer les fusillades, résolut de s'adresser au clergé pour lui demander des secours. Et voilà que les popes (prêtres russes) ont reçu de « hautes places » (le czar est en même temps chef de l'église russe !) l'ordre de faire des prédications aux paysans dont le but serait de les calmer. Ce gouvernement despote ne comprend point le peuple. Qu'il lui parle autant qu'il le voudra, mais tant qu'il a le ventre creux, il s'obstinera « d'exiger » du pain, de réclamer son droit à l'existence.

Encore tout récemment, au commencement du mois de mars, les paysans et les cosaques, domiciliés dans les petits bourgs Parlovsk, Soulinovsk et le faubourg Krinnitchanskt, mécontents d'un usurier du nom de Kolesnikow, lequel peu à peu a acquis du gouvernement Novotcherkask, dans des conditions désastreuses pour les habitants, presque toutes les terres communales et particulières de ces localités, environ 6,000 desjatines (6,55[illegible] hectares), [illegible] nommes, paysans et cosaques, qui [illegible] la maison de l'usurier. Celui-ci ricana quand on lui demanda la restitution de ses terres volées et menaça de faire feu sur les entourants dans le cas d' « impertinences » de leur part. La masse s'étant agrandie pendant ce temps jusqu'à 200 personnes, les domestiques de Rolesnikow faisaient feu sur elle ; mal leur en prit. Les attaquants se montrèrent alors armés eux aussi et dans un clin d'œil la maison fut prise par la foule, les domestiques furent chassés, grièvement blessés ou tués sur les lieux. Kolesnikow malheureusement réussit à s'échapper. Alors les révoltés prirent tout ce qu'ils trouvèrent chez l'usurier. Des troupeaux de chevaux de celui-ci, environ 1,000 têtes, on donna à chacun ce qu'il avait besoin et le reste on le chassa à la steppe. Toutes les terres du fuyard, environ 9,000 desjatines (9,828 hectares) furent déclarés communs. Quand, après quelques jours, la troupe, qu'on avait envoyé de Novotcherkask, arriva sur place, elle trouva tout calme et tout le monde occupé à travailler la terre reprise.

Et le gouvereement qui croit pouvoir vaincre par des mesures repressives un mouvement si profondément enraciné et s'exprimant par des idées si sagement mises en pratique ? Il reste toujours vrai que « ceux que Jupiter veut perdre, il commence par leur ôter la raison. »

L'ALARME, organe anarchiste, rue de Vauban, 26, Lyon.

LE RÉVOLTÉ, organe communiste-anarchiste, paraissant à Genève, abonnement, 1 an 4 fr. ; 6 mois 2 fr. ; 3 mois 1 fr. On s'abonne dans nos bureaux.

Nous prions nos camarades de nous envoyer des adresses de correspondants et de marchands.

Le Propriétaire-Gérant : BUISSON

Marseille. — Imprimerie Spéciale de l'*Affamé* quai de Rive-Neuve, 1 a